

29.06.2009
France



APLI

L'APLI a vu le jour dans le Sud-Ouest de la France, en Décembre 2008.

D'une poignée de producteurs, refusant l'asservissement et les manipulations, un mouvement national, est né et sa croissance fulgurante, en fait aujourd'hui une pièce maîtresse et incontournable de la filière lait Française.

L'intérêt que nous suscitons dans les plus hautes instances, le début de médiatisation, la crainte que nous engendrons par notre détermination et surtout la prise de conscience que nous avons réussi à générer sur le terrain, font qu'aujourd'hui l'APLI, les producteurs de base que nous sommes, sont à seulement quelques longueurs d'une reprise en main des clefs du système.

Cette mobilisation, proportionnelle à l'urgence de la situation, n'a pu se faire que grâce au formidable élan d'adhésion à notre discours que connaissent les grands bassins laitiers de notre pays.

Un site internet dont la fréquentation ne cesse d'augmenter (www.apli-nationale.org), des réunions quotidiennes dans toute la France avec des salles combles, une mobilisation dépassant les initiateurs de ce mouvement prouvent que les éleveurs Français sont convaincus.

Parce que notre discours est simple et logique. Nos actions légales et en partenariat avec les consommateurs.

L'APLI regroupe des adhérents de toutes origines syndicales, politiques et géographiques.

Nous préconisons un retour à la gestion des volumes selon les marchés, un prix du lait indexé sur les coûts de revient et la rémunération du producteur (400 € aujourd'hui), le refus de toute forme de contractualisation imposée.

Nous sommes persuadés que ces revendications doivent être Européennes.

C'est pour ces raisons que l'APLI a adhéré à l'EMB. Les gouvernements ont créé l'Europe politique et administrative pour

être plus forts.

Les industriels et les financiers se sont regroupés pour façonner l'Europe économique à leur guise et selon leurs intérêts.

A nous producteurs de base, en accord avec les consommateurs, d'inventer l'Europe unie de la base, la juste, la rassurante, la vraie, la seule.

L'APLI reste persuadée que seuls les producteurs de lait possèdent le moyen d'imposer leurs revendications de façon ferme et définitive.

Ce moyen, c'est la grève du lait.

Les producteurs de lait Français, lassés des moyens de pression traditionnels non ciblés, violents et rarement persuasifs, sont conscients qu'ils sont les responsables de l'échec de la première grève. Ils savent que leurs collègues Européens de l'EMB, tournés vers l'avenir, ne leurs en tiennent pas rigueur. Mais, ils savent aussi qu'ils serviront de repère à ce mouvement tant sur le plan de la réactivité que de l'ampleur.

C'est ce discours que véhicule l'APLI sur le terrain.

Et il est très bien accepté...

Bien sûr l'APLI travaille sur l'après grève du lait.

L'indexation du prix, la gestion des volumes, le partenariat avec les entreprises.

Mais la jeunesse de cette association, jumelée à l'urgence de la situation a imposée une modification du calendrier, la restructuration totale de la filière laitière impliquant une notion temporelle trop lourde.

Fidèle à notre logique et à notre simplicité, la solution est apparue rapidement :

Quant nous aurons le lait à 400 € / tonne, nous aurons tout le temps pour négocier....

Le bureau de l'APLI.

Plus de France

producteurs ont voté mardi soir en faveur d'une grève européenne du lait, comme ultime moyen de faire remonter les prix payés aux éleveurs, lors d'une réunion à Saint-Hilaire-du-Harcouët, selon un maire adjoint de la commune. "Lève toi producteur laitier", se sont mis à chanter les producteurs debout et en tapant des mains après avoir voté à main levée vers minuit pour une grève du lait mais sans évoquer de date, à l'issue de la réunion organisée par l'Association nationale des producteurs de lait indépendants (Apli). Selon un maire adjoint de la commune, 1.500 personnes ont participé à la réunion. La grève du lait consiste à jeter ou donner le lait trait pour faire ainsi pression sur l'industrie laitière et les politiques pour que les prix remontent. "Rien ne peut stopper une idée dont le temps est venu", a lancé un producteur allemand Stephan Lehman, très applaudi, après avoir tenté de démontrer chiffres à l'appui qu'une grève du lait coûterait pas si cher aux producteurs étant donné le prix d'achat pratiqué actuellement. L'agriculteur allemand a participé en mai 2008 à une grève du lait de 10 jours à laquelle participait six pays européens, dont l'Allemagne, mais pas la France, a-t-il expliqué à la tribune. "Nous avons récupéré en deux mois l'argent que nous avons perdu pendant la grève", avait indiqué ce membre du Bundesverband Deutscher Milchviehhalter (BDM) à l'AFP avant la réunion.

Le président de l'Apli qui revendique 600 membres depuis sa création en décembre 2008, Pascal Massol, a appelé les producteurs à installer dans leurs champs des panneaux indiquant: "ici bientôt grève et don de lait". "Si vous producteurs de l'Ouest, poids lourds de la production laitière française, démarrez, la France démarre, si la France démarre, l'Europe démarre", a ajouté ce producteur de l'Aveyron. "Personne ne veut faire grève du lait ce sont les politiques qui nous y obligent", a renchéri à la tribune Erwin Schopges, producteur belge, membre comme tous les intervenants à la tribune, de l'European Milk Board (EMB) qui revendique 40% de la production européenne. "Il faut s'unir et cesser de se renvoyer entre pays la balle de la responsabilité des prix trop bas. En Allemagne, on nous dit regardez les Français ils sont calmes, ils sont satisfaits du prix qu'ils viennent d'obtenir", a aussi dit le producteur allemand Stephan Lehman. "Cette année il faut que la France démarre car l'Allemagne et la France représentent plus de 50% de la production européenne", avait indiqué avant la réunion à l'AFP André Lefranc, coordinateur de l'Apli pour la Manche. Lundi, selon les gendarmes, environ 1.200 producteurs se sont réunis à Saint-Méen-le-Grand (Ille-et-Vilaine), sur le même thème. L'idée d'une grève du lait semble faire son chemin

depuis plusieurs mois dans les campagnes françaises. Ces dernières semaines les réunions sur ce thème se multiplient et des centaines de producteurs y participent à chaque fois. A Saint-Hilaire, on trouvait des membres des principaux syndicats agricoles français, comme des producteurs non syndiqués, a constaté une journaliste de l'AFP.

clc/sma

[<<< back](#)